

ouvertement dans les différents quartiers susdits, et éliront parmi les personnes habiles à être conseillers, deux personnes propres et convenables pour être conseillers pour chacun des dits quartiers ci-dessus désignés dans les présentes comme les quartiers Sainte Anne, Saint Antoine, Saint Laurent, Saint Louis, Saint Jacques et Sainte Marie respectivement, et aussi parmi les personnes habiles à être conseillers pour chacun des trois autres quartiers, savoir, les quartiers Est, du Centre, et Ouest respectivement, tel nombre de personnes qu'il faudra pour remplacer ceux qui sortiront alors de charge, et que le premier lundi du mois de mars de toute et chaque année, le conseiller pour chacun des dits quartiers respectivement, qui aura été le plus longtemps en charge comme tel sans avoir été réélu, sortira de charge : pourvu que chaque fois que deux conseillers auront été élus en même temps dans aucun quartier, le conseiller qui aura été élu par le moindre nombre de voix sortira premièrement de charge : pourvu de plus, que s'il arrive que deux membres quelconques du conseil pour aucun des dits quartiers, ont été élus par un nombre égal de votes ou qu'il n'y ait pas eu de poll à l'élection de deux conseillers quelconques ou plus dans aucun des dits quartiers alors la majorité du conseil déterminera lequel des membres d'icelui pour chaque tel quartier sortira de charge : et pourvu de plus, que tout membre sortant de charge, pourra être réélu, s'il est alors qualifié, d'après les dispositions du présent acte.

Proviso, en cas d'un nombre égal de voix.

Les conseillers sortant de charge pourront être réélus.

Personne ne pourra être élu conseiller pour plus d'un quartier.

XXX. Et qu'il soit statué, que si à quelque élection de conseil-  
ler ou de conseillers comme susdit, une personne est élue conseil-  
ler pour plus d'un quartier de la dite cité, elle fera son choix dans  
les trois jours après qu'avis lui en aura été donné par le greffier  
de la cité, et dans le cas où elle négligerait de le faire, le maire  
de la dite cité déclarera pour lequel des dits quartiers telle per-  
sonne servira comme conseiller, et là-dessus telle personne sera  
sensée avoir été élue dans tel quartier seulement, et dans nul  
autre.

La cour du banc de la Reine ou deux ou plusieurs juges de la dite cour, investis de certains pouvoirs, pour décider du droit de certaines personnes à exercer certaines charges dans la corporation.

XXXI. Et qu'il soit statué, que pour faciliter la décision des cas  
dans lesquels le droit de toute personne à remplir et exercer au-  
cune charge dans la corporation de la dite cité pourra être mis en  
question, la cour du banc de la Reine du district de Montréal,  
siégeant en terme supérieur pour prendre connaissance des procès  
et actions en matière civile, ou deux ou un plus grand nombre  
des juges de la dite cour pendant la vacance, sur la requête libel-  
lée d'un citoyen de la dite cité, habile à voter à l'élection de con-  
seiller pour quelqu'un des quartiers d'icelle, appuyée sur affida-  
vit à la satisfaction de la cour ou des dits juges, et se plaignant  
de ce qu'une personne exerce ou prétend exercer illégalement la  
charge de maire, d'échevin ou de conseiller de la dite cité, auront  
plein pouvoir et autorité d'ordonner à la personne contre laquelle  
plainte sera ainsi portée, de comparaître devant telle cour ou  
juges, et de faire voir en vertu de quelle autorité elle exerce ou  
prétend exercer la dite charge ; et tel ordre sera signifié (avec  
une copie de la requête libellée) à la partie contre laquelle la  
plainte sera portée, au moins trois jours avant celui fixé pour la  
comparution de telle partie ; et là-dessus la dite cour ou tels  
juges auront plein pouvoir et autorité d'examiner et juger le  
droit de la personne contre laquelle plainte sera ainsi portée, à  
exercer la charge en question, et de rendre tel ordre dans la  
cause, et d'ordonner (s'il est nécessaire) l'émanation de tel bref de  
*mandamus* ou ordre adressé à la corporation du maire, des échevins  
et citoyens de la cité de Montréal, qu'il appartiendra en droit et  
en justice ; et la dite corporation et toutes autres personnes quel-  
conques obéiront à tel ordre ou bref ; et le jugement de la dite